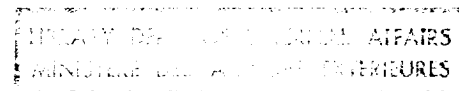


M  
b 1603747



AVANT PROPOS

Il y a une trentaine d'années, deux cents personnes à peine se partageaient les tâches du Ministère des Affaires extérieures à Ottawa et à six missions à l'étranger. Nos effectifs dépassent maintenant 3500 personnes permutant entre l'administration centrale et 85 missions représentant le Canada dans quelque 70 pays. Notre expansion a été énorme et nos opérations sont devenues extrêmement complexes.

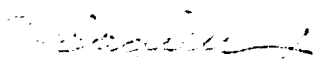
Il est bien évident que les méthodes que nous employions et l'expérience que nous tirions de la conduite de nos affaires il y a trente ans nous seraient d'un secours limité dans les circonstances présentes. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne notre gestion et notre administration. Pour faire face à nos nouvelles tâches, à nos responsabilités plus grandes, nous devons nous efforcer de nous adapter aux changements technologiques et aux nouveaux principes introduits dans la gestion des grandes entreprises et organisations au cours des dernières années.

Pour ne citer que celle-là, la Commission Glassco, par ses recommandations, a modifié l'attitude du Gouvernement en matière de gestion et d'administration. Il s'en est suivi dans plusieurs secteurs de la fonction publique une série de réformes importantes. Pour toutes ces raisons et afin de déterminer les réformes nécessaires, le Ministère a confié, en 1968, l'étude de sa gestion financière à la firme Woods, Gordon. Cette étude, complétée par de nombreux entretiens avec des membres du Ministère tant à Ottawa qu'à nos missions à l'étranger, a débouché sur des propositions de réforme que nous avons acceptées dans leur ensemble et que nous nous proposons d'introduire dès que possible.

43-205-103

Les pages qui suivent ont pour but de résumer les principaux éléments du nouveau régime qui est décrit en détail dans le rapport Woods, Gordon diffusé en juin 1968. L'étude préalable à l'application de ce régime continue et certains de ses éléments seront sans doute modifiés pour tenir compte de notre expérience et de nos besoins. Je crois que nous n'avons jamais entrepris de réforme administrative aussi importante et aussi profonde. Pour cette raison, il nous faudra beaucoup de temps et beaucoup de persévérance pour la mener à bien, car elle dépasse de beaucoup le cadre d'un simple changement dans nos méthodes de gestion financière. Le succès de cette réforme dépend surtout de l'évolution radicale de notre philosophie de la gestion et de l'évolution des attitudes personnelles vis-à-vis des problèmes administratifs et financiers. Je suis certain que tous les membres de notre Service le comprendront et qu'ils auront à coeur de contribuer à l'effort considérable qu'il nous faudra soutenir pour arriver au but.

Le Sous-Secrétaire d'Etat  
aux Affaires extérieures,

  
M. Cadieux